La rivière Isle : généralités

Document : André CHAVATTE

L'Isle, en occitan « Eila », prend sa source dans le département de la Haute-Vienne au sud du hameau de Rongeras (Janailhac) près de Nexon, à 420 mètres d'altitude. Sa longueur est estimée à 255 km dont seuls 87 sont navigables. Elle se jette dans la Dordogne à Libourne. Sa pente moyenne est de 1,56m/km. Elle reçoit une trentaine d'affluents dont la Loue, la Dronne, l'Auvézère, le Lary, et, plus près de Douzillac, le Vern, le Salembre et la Beauronne.

L'Isle fut utilisée comme voie de communication pendant l'empire romain.

Selon diverses sources, l'Isle fut naturellement navigable jusqu'au 13^{ème} siècle, date avancée pour la construction des barrages et des moulins. En 1244, le comte et les maires et consuls de Périgueux apposent leur signature au bas de chartes passées entre eux et les seigneurs de Mussidan, Montanceix et Grignols qui promettent de faire rompre les écluses des moulins pour permettre le libre échange des barques contre perception d'un droit de péage sur toutes les marchandises. Le cours de la rivière est coupé par des barrages (écluses) lesquels ne sont pas encore munis de pas ou de tout autre ouvrage facilitant le passage des bateaux.

En 1274, Edouard 1^{er}, roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine, ordonne à ses officiers d'entreprendre les travaux destinés à rendre l'Isle navigable entre Libourne et Périgueux.

Un acte daté de 1305 et conservé à la Tour de Londres, commission du roi d'Angleterre à ses sénéchaux, mentionnerait également les travaux entrepris pour rendre la rivière l'Isle navigable.

Un arrêt du Parlement de Bordeaux daté du 25 août 1507 déclare la rivière navigable de Périgueux à Libourne et prescrit que les pêcheries et autres obstacles qui gênent la navigation seront démolis, qu'en outre les passages seront ouverts aux écluses des moulins.

En 1665, l'Isle est une nouvelle fois classée au rang de rivière navigable, par une ordonnance royale. De 1670 à 1696, 42 passelis ou pas-de-roi sont construits entre Laubardémont et le pont des Barris à Périgueux.

Les pas-de-roi sont toutefois inadaptés pour une navigation régulière : ils consistent en une ouverture ménagée dans le barrage, passage encadré par 2 bajoyers¹ en maçonnerie et fermé par des poutres superposées encastrées dans des rainures. La manœuvre consistait à faire vider les retenues aussi souvent qu'un certain nombre de bateaux se présentait pour passer, ce qui interrompait nécessairement la marche du moulin établi à côté du barrage. Les 2 biefs étaient ramenés au même niveau, les bateaux pouvaient franchir le pas. D'un emploi malaisé, les pas-de-roi sont décriés par les bateliers et les meuniers. De plus, les entrepreneurs ont fait « des pas si courts et si étroits qu'il a été impossible de s'en servir, n'ayant pas seulement douze pieds de large et dix-huit de long ». Aussi l'ingénieur des travaux de l'Isle en 1733, M. de Saint André, peut-il écrire à l'intendant « qu'inutilement avait-on dépensé cent mille écus avant 1696 pour la construction de 42 pas qui n'ont jamais servi à la navigation ».

Beaucoup d'aménagements ont été réalisés au 19^{ème} siècle pour faciliter la navigation sur l'Isle et notamment la création de barrages, d'écluses et de chemins de halage.

LES CRUES :

La rivière était sujette à des crues dévastatrices. En mai 1783², Gabriel PAJOT-LAFOREST, juge civil, criminel et de police des juridictions de Mauriac et de Douzillac dresse le procès-verbal des dommages causés sur la paroisse par la crue du début du mois de mars : « la plaine a beaucoup souffert par le débordement de ladite rivière qui l'a inondée pendant plusieurs jours, a noyé les blés qui y étaient ensemencés, a comblé les fossés et enlevé partie des haies qui séparaient les possessions des particuliers a éboulé les terriers qui se trouvaient sur les bords des chemins, détruit et enlevé partie des arbres qui se trouvaient sur les bords des petits ruisseaux ; la terre qui s'est éboulée sur lesdits bords a été entraînée avec lesdits arbres par la violence et l'impétuosité de l'eau, les prés ont été sablés d'une façon extraordinaire, les terres en labour ont été fort endommagés par l'enlèvement du terrain, par les fosses que la force et la rapidité de l'eau y ont faites, ainsi que par les gros amas de sable, pierres et cailloux que la même violence et abondance de l'eau y a rassemblés. L'autre

¹ Bajoyer : Chacun des massifs en maçonnerie qui forme la partie latérale d'une chambre d'écluse.

² La crue de 1783 a atteint 4m50 à Mussidan et 5m21 à Périgueux.

moitié de ladite paroisse qui est en terriers a été considérablement endommagée par les ravins qui ont entraîné la terre des tertres, les pierres et les cailloux dans les vallons, fait des creux d'une longueur et profondeur considérables, arraché des arbres et notamment beaucoup de ceps de vigne et couvert les prés de sable, pierres et cailloux. ... »³

Le 5 mai 1837, le Maire attire l'attention du Conseil Municipal sur « les ravages considérables causés aux meilleurs fonds de la commune qui avoisinent la rivière de l'Isle, à raison des fréquents débordements et inondations de cette rivière. Outre l'enlèvement de la majeure partie des terres végétales déjà travaillées etensemencées aux époques les plus ordinaires de ces submersions, les propriétaires riverains perdent le fruit de leur travail, leurs grainsensemencés et sont, de plus, privés d'autres récoltes très précieuses quoique néanmoins obligés d'acquitter l'impôt établi sur les fonds. Des plaintes journalières sont déposées auprès des autorités locales sur la négligence qu'accuse jusqu'à présent, l'administration de la navigation à prévenir de semblables désastres par l'établissement de digues aux issues ou dérivations principales par où commencent les inondations ... obligation expresse au garde éclusier de la Fonpeyre, dans les hautes eaux, d'ouvrir les vannes du pertuis de ce barrage »

La demande de construction de digue est réitérée lors du Conseil Municipal du 9 août 1839, après une nouvelle crue.

Lors de la réunion du Conseil Municipal du 21 mai 1841, après de nouveaux débordements de la rivière, le Maire, évoquant la plainte auprès du Préfet de 1837, mentionne qu'un ingénieur de la navigation était venu sur les lieux en 1838, mais que le travail préparatoire exécuté alors, « était resté dans l'oubli et sans aucune suite d'exécution ».

Lors des délibérations du Conseil Municipal du 15 août 1896, le Maire expose que « avant l'établissement de la navigation sur la rivière de l'Isle, les récoltes sur pied situées sur le bord de ce cours d'eau et notamment les foins, n'avaient pas à souffrir des inondations. Le Conseil Municipal demande que « des ordres précis soient donnés aux agents de la navigation pour que les hausses des écluses soient abaissées et les vannes ouvertes à toutes les crues qui se produiront du 1^{er} mai au 1^{er} juillet de chaque année ... ».

³ Série B-2B89 des Archives Départementales de la Dordogne. Voir aussi : « Douzillac au hasard des lectures- Audiences des juridictions de Mauriac et Douzillac, 1780-1790 » (André CHAVATTE)

Le 21 février 1897, Mr THORET, conducteur des Ponts et Chaussées rejette cette proposition.⁴

En 1902, de nouvelles inondations créeront de nouveau « un préjudice considérable aux riverains », « ces inondations étant dues, en partie, au mauvais état et au fonctionnement défectueux des pertuis. Le Conseil Municipal désire obtenir du service des Ponts et Chaussées, l'installation de vannes semblables à celles qu'il a fait placer avec succès à l'écluse de Duellas ».⁵

Le développement du chemin de fer et, plus tard, du transport routier a entraîné le déclin progressif du transport fluvial. La dernière gabare, le « Roger-Madeleine » a cessé son activité en 1957. La rivière Isle est alors rayée de la nomenclature des voies navigables.

⁴ Source : relevé des délibérations du Conseil Municipal de Douzillac (19^{ème} siècle) effectué par Mme Sylvie VIDAL. (voir ci-après)

⁵ Relevé des délibérations du Conseil Municipal de Douzillac (20^{ème} siècle) effectué par André CHAVATTE (voir ci-après)

Les moulins de Douzillac sur l'Isle et sur le ruisseau de la Forge

Si l'on comptait à une époque deux moulins importants à Douzillac, un seul était sur la rivière Isle, celui de Mauriac. Le second était installé sur la Beauronne, le bien nommé « Moulin de Beauronne ». Un autre moulin, dit « à foulon », fut construit près du moulin de Mauriac, sur le ruisseau de la Forge.

Le moulin de Mauriac, aujourd'hui disparu, et remplacé par une micro-centrale, était situé à proximité du château du même nom et peu de documents concernant ce moulin subsistent tant dans les archives de la commune qu'aux Archives Départementales de la Dordogne.

L'Isle coule au pied du village et du château de Mauriac lesquels, juchés sur une colline, dominant la plaine à l'est, large de trois ou quatre kilomètres. Le moulin est séparé des autres maisons du village par la ligne de chemin de fer. Etabli sur la rive droite, il s'appuie sur une île allongée, autrefois accessible par un pont de bois détruit en 1982. Son barrage est long de 137 mètres et se termine par un pas de roi solidaire de l'îlot de l'écluse.

Autrefois percé de cinq coursiers et un pertuis abritant la sixième cuve, il a été totalement repris lors de sa transformation en microcentrale. Les cuves en pierres ont laissé place aux deux chambres d'eau des turbines.⁶

L'existence du moulin de Mauriac est attestée au 15^{ème} siècle d'une part par l'intervention de Perrot JOUSSELY à Mauriac en 1489 afin de faire passer deux bateaux chargés de sel conduits par un nommé Timberlay⁷, d'autre part par le procès entre Jean de Talleyrand et Bertrand de Grimoard, seigneur de Mauriac, en 1497.⁸

D'autre part, dans une lettre datée du 11 décembre 1790 à son frère Antoine CHEVALIER-LAREYGNE, Eymeric CHEVALIER-DUBUT, évoquant son désir de racheter les biens de la marquise de Talleyrand à Douzillac, Beauronne et Neuvic, mentionne que quelqu'un « a déjà demandé le moulin, mais cette pièce

⁶ D'après L. POUPARD, « Les Moulins à eau de la Basse Vallée de l'Isle » BIB A 1427 des Archives Départementales de la Dordogne.

⁷ Voir ci-après

⁸ Voir ci-après

qui est la partie principale, ne doit pas se détacher du château qui est le local où je ferai bâtir une jolie maison pour mes neveux. Je regarde les deux objets comme inséparables, il n'y a que l'idée de la propriété du moulin qui put rendre supportable à un homme aisé habitant l'emplacement du château, le bruit de la chute d'eau sur l'écluse ». C'est, en fait, un nommé LACOUR qui achètera le moulin et les terres y attenant en 1794 pour la somme de 36000 livres en assignats, soit 14400 livres en numéraires⁹

En 1832, Jean CONSTANTIN-MORAND est le propriétaire du moulin¹⁰.

En 1871, c'est le gendre du précédent, Laurent LOUBET¹¹ qui possède le moulin de Mauriac¹².

A noter, enfin, qu'en 1890, c'est un nommé Jean BEAUVAIS qui est propriétaire de la minoterie de Mauriac¹³, puis à partir de 1896, c'est Paul LESPINASSE, négociant en grains et farines à Bergerac qui l'acquiert.

⁹ Voir ci-après la vente du moulin de Mauriac comme bien national.

¹⁰ Voir ci-après la lettre de Jean CONSTANTIN-MORAND au Préfet

¹¹ Laurent LOUBET (1810-1872) a épousé Marguerite Constance CONSTANTIN, fille de Jean CONSTANTIN-MORAND. Laurent LOUBET a été propriétaire du moulin du Rousseaux et de celui du Grand St Front à Périgueux, avant de devenir propriétaire, par son mariage, du moulin de Mauriac.

¹² Voir ci-après sa demande au Préfet pour la participation de l'Etat à la reconstruction du vannage du Pas du Roi.

¹³ Pour la suite, voir l'historique du moulin de Mauriac, ci-après.

Lettre de Jean CONSTANTIN-MORAND datée du 5 mars 1832 au Préfet de la Dordogne¹⁴

Monsieur le Préfet,

CONSTANTIN-MORAND Jean, propriétaire, sans profession, habitant au lieu de Mauriac, commune de Douzillac, a l'honneur de vous exposer que par les travaux que MM les ingénieurs de la navigation ont fait construire à gauche de la rivière de l'Isle, en face du barrage de son moulin situé au dit lieu de Mauriac, les eaux de ladite rivière qui étaient en possession de se diviser en plusieurs branches, se trouvent réunies en un seul point et, par un coude que fait maintenant la rivière, les eaux, dans leur grosseur, viennent frapper contre la bâtisse de son moulin et notamment contre un îlot qui sert de soutien à icelui de sorte qu'au dernier débordement, des arbres de toutes espèces ont été déracinés, le terrain enlevé dans la défaite, une plus longue expérience lui détruira son usine s'il n'y était porté un prompt remède.

Ce remède, Monsieur le Préfet, consisterait à faire faire une battue et un enrochement à la tête de cet îlot, au levant d'icelui et au midi de la bâtisse de cette usine. On vous signale ces dommages déjà causés pour en éviter un plus grand, parce que, sans doute que le dommage que cause l'administration est comme celui que causerait un particulier, sujet à indemnités.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de faire attention à ma demande qui est de toute justice.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Préfet, avec un profond respect et une entière confiance, votre très humble serviteur.

CONSTANTIN

Je, soussigné, Maire de la commune de Douzillac, certifie que les faits exposés dans la présente pétition, sont d'une exactitude incontestable, en foi de quoi, j'ai signé le présent.

A Douzillac, le 5 mars 1832

LESTANG

¹⁴ Série S-3S572 des Archives Départementales de la Dordogne

Relevé de la série S-3S572 des Archives Départementales de la Dordogne.

Demande du sieur LOUBET, usinier à Mauriac, pour que l'Etat contribue aux dépenses de reconstruction du vannage du Pas du Roi de Mauriac, qui s'est récemment brisé et que le pétitionnaire a fait reconstruire à ses frais.

Le Pas du Roi n'a pas été construit par l'administration et n'a jamais été entretenu aux frais du Trésor.

Toutefois, cet ouvrage, bien que constituant une propriété privée, est quelquefois utilisé dans l'intérêt de la navigation, par exemple, lorsqu'il s'agit d'aider à la vidange du bief.

Montant des travaux de reconstruction : 543F83

Part contributive de l'Etat : $\frac{1}{4}$, soit : 139F95

Généralités sur les moulins à eau

L'existence du moulin à eau est attestée, peu avant l'ère chrétienne, en Syrie. Sa roue à palettes, en position horizontale dans le courant qui l'entraîne, est surmontée d'un axe vertical. Ce dernier, soumis à un mouvement de rotation, traverse une meule inférieure gisante et fait tourner la meule supérieure dont il est solidaire. Les Romains adoptent un moulin à eau dont le mécanisme est différent : la roue hydraulique, disposée verticalement, tourne sur un arbre horizontal portant une roue à chevilles.

Primitivement destiné au broyage des grains, le moulin à eau va connaître d'innombrables applications : broyage du malt, du pastel, des écorces (tan), des olives, des graines de moutarde et d'oeillette. Après le 11^{ème} siècle, et l'emploi des cames pour transmettre le mouvement, la roue hydraulique devient un véritable moteur industriel, le seul en usage jusqu'à l'invention de la machine à vapeur.

C'est à cette époque qu'apparaissent les premiers moulins à foulon.¹⁵ L'arbre de la roue hydraulique tourne devant une batterie de maillets, placés en position de bascule au-dessus des cuves de drap. Frappé par une came, le manche d'un maillet s'abaisse tandis que la masse est relevée ; puis cette dernière, après passage de la came, retombe de tout son poids sur l'étoffe. Des moulins à chanvre fonctionneront ensuite selon le même principe. Au 13^{ème} siècle, la roue hydraulique entraînera des marteaux de forge. Une étape plus décisive marque, cependant, l'évolution du moulin à fer : la roue hydraulique est appliquée, au 14^{ème} siècle, à la soufflerie, le plat supérieur du soufflet étant rabattu par une came. Ce procédé révolutionnaire permet l'essor de la métallurgie, la soufflerie mécanique ayant une grande puissance de feu.

¹⁵ Voir ci-après

La roue hydraulique est aussi le moteur du moulin à papier et de la scie mécanique (Moulin de Beauronne).

Les moulins à foulons

Le foulonnage consistait à dégraisser des draps de laine dans l'eau de la rivière. Pour cela, on plaçait l'étoffe dans une cuve remplie d'eau et de terre glaise ou d'argile, puis elle était frappée successivement par trois paires de pilons mus par la force hydraulique. Cette opération, en feutrant les fils de laine, apportait aux draps une douceur particulière.

En 1839, Guillaume CLUZEAU, teinturier à Mauriac, demande l'autorisation d'établir un moulin à foulon sur le ruisseau de la Forge, à Mauriac.¹⁶

Les moulins à fer

Douzillac était doté, au niveau de Mauriac, près du château, d'un moulin à blé et à fer. Si l'on connaît les moulins à grains (blé, seigle, orge...), il n'en est pas toujours de même pour les moulins à fer.

Ces moulins à fer sont aussi appelés « martinets » (la définition première du martinet est celle de « marteau mû par l'eau »). Les « martinettes de ferratière » sont d'abord de petits établissements utilisant de petites roues à palettes de 1m à 1m30 de diamètre entraînant un marteau léger, dans lesquels on forge et on répare les outils aratoires. Vers la fin du XIV^{ème} siècle, on saura y faire l'acier directement par décarburation au bas fourneau.

Le sens du mot « forge » est variable : il y eut d'abord les « martinets » de la métallurgie directe, plus tard la « forge à convertir » ou « affinerie » réalisait l'affinage de la fonte.

Le personnel de ces forges était composé d'un « Maître de forge », de « valets de forge ou goujeards » et de « martineurs ».

En 1540, c'est un nommé BONNET (descendant de Mathurin cité dans le procès entre Talleyrand et Grimoard ?) qui est Maître de la forge de Mauriac (2 E 1820-50 AD Dordogne).

¹⁶ Voir ci-après

Notions de législation :

Au moyen-âge, le moulin est, dans nos régions, un moulin banal. Le seigneur possède le droit de :

- 1. « Contraindre les vassaux à venir au moulin et d'y payer pour la mouture des grains un droit qui est réglé par la coutume et l'usage », droit généralement fixé au seizième du poids des grains.*
- 2. « Empêcher les vassaux de construire des moulins dans le ressort de la seigneurie » (règle fondant le monopole).*
- 3. « Empêcher les meuniers voisins de venir chasser », c'est-à-dire de venir prendre les blés des habitants de la seigneurie où il existe un moulin banal.*

La banalité est un droit seigneurial revendiqué aussi bien par les ecclésiastiques que par les laïcs. Droit féodal, il est supprimé dans la nuit du 4 août 1789. En règle générale, il s'appliquait à la plupart des moulins et des seigneuries, mais ne les concernait pas toutes : « le seigneur qui n'a pas droit de banalité attaché et annexé à son moulin ne peut empêcher les particuliers, ses tenanciers, de bâtir moulin, four et pressoir sur leurs fonds et héritages, usant du droit commun et de la liberté naturelle ». Par contre, seuls les plus riches pouvaient être propriétaires d'un moulin.

***Procès entre Jean de Talle(y)rand et
Bertrand de Grimard
Série E- 2E1835-4 des
Archives Départementales de Périgueux***

1497

Lettre du Roi Charles VIII contenant un procès entre Jean de Talle(y)rand et Bertrand de Grim(o)ard, écuyer, seigneur de Mauriac, au sujet de la justice de la chaussée du mo(u)lin de Mauriac.

Charles, par la grâce de Dieu, Roy de France, au premier huissier de notre Parlement, ou notre sergent qui sur ce sera requis, salut.

De la partie de nos biens amez Bertrand GRIMOARD, escuier, seigneur justicier de Mauriac et Mathurin BONNET, nous a été humblement exposé que à iceulx GRIMOARD comme seigneur dudict et justicier, et audit BONNET, comme sieur utile, leur appartiennent, entre leurs autres biens, les mo(u)lins à blé et à fer, nommés de Mauriac, sur le fleuve ou la rivière de l'Isle près de la maison noble dudict Mauriac, ensemble la chaussée ou escluse au long de ladite rivière pour faire venir l'eau auxdits mo(u)lins et d'iceulx mo(u)lins et chaussée ils sont et ont été vrayz possesseurs, ils et leurs prédécesseurs en ont joy plainement et paisiblement par tel et si longtems qu'il n'est mémoire du contraire et jusques à ce naguère, nostre amé et féal Jehan TALLE(Y)RAND, chevalier, seigneur de Grignaux, pour cuider, prisler et rendre inutiles lesdits mo(u)lins, mis en procès lesdits exposants devant maître Jehan TRICARD, juge-mage et lieutenant du sénéchal du Périgord, prétendant que ladite moitié de la chaussée était en la justice de Grignaux, tendant à fin de la faire toute abat(t)re ou abaisser de quatre pieds. Lequel TRICARD, procédant d'affection par sa sentence, ordonna que ladite chaussée serait abattue et démolie de deux pieds et demi. De quoy les exposants appelèrent et relevèrent en notre cour de parlement, l'appel et la sentence dudict TRICARD furent mis au néant et ordonné que l'abaissement de ladite chaussée serait fait par le commissaire ordonné par la cour et appelé les experts ; tellement que lesdits mo(u)lins à blé et à fer puissent moudre....

Note : TALLE(Y)RAND veut faire baisser la chaussée¹⁷ de 5 pieds, de ce fait il n'y aurait plus d'eau pour faire fonctionner les moulins à blé et à fer de Mauriac. Le Roi ordonne la remise en état de la chaussée.

¹⁷ Le barrage était connu sous le nom de « chaussée ».

Lettre du 1^{er} septembre 1839 de Guillaume CLUSEAU à Mr le Préfet de Dordogne

Monsieur le Préfet,

Le sieur CLUSEAU Guillaume, profession de teinturier, domicilié au lieu de Mauriac, commune de Douzillac, a l'honneur de vous exposer qu'il existe sur ladite commune, un ruisseau appelé « de la Forge » qu'alimente une fontaine dont les eaux traversent la propriété de l'exposant au-dessous de sa maison d'habitation à Mauriac, circonstance qui lui a suggéré l'idée d'y faire construire un moulin à foulon, dans l'objet spécial de s'affranchir pour l'avenir, d'une rétribution en argent qu'il paie annuellement au propriétaire du moulin de Mauriac pour la presse de ses étoffes.

L'exposant croit devoir vous observer ici, Monsieur le Préfet, que les eaux reconnues nécessaires au roulement de l'usine dont s'agit, ne pourront, en aucun temps, donner lieu au moindre dommage ni inconvénient pour les propriétés voisines de ce local, pour la raison que la pente naturelle du terrain où devra se faire cette construction conduira un volume d'eau suffisant dans cet objet et sans le secours de digue ou de chaussée.

Toutefois, désirant se conformer aux lois et règlements d'administration sur la matière, le pétitionnaire vient vous prier, Monsieur le Préfet, de bien vouloir lui accorder l'autorisation nécessaire à l'exécution de son projet d'établissement sus-énoncé, comme serait ... d'ailleurs au progrès de l'industrie, il espère cette justice de votre part, et a signé,

Ce 1^{er} septembre 1839

CLUSEAU

Lettre du 1^{er} septembre 1839 du Maire de Douzillac, CHEVALIER-LAREYGNE,
au Préfet de la Dordogne

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-jointe, une pétition du Sr CLUSEAU Guillaume, teinturier, domicilié dans ma commune qui réclame de votre autorité, l'autorisation de construire sur sa propriété, au lieu de Mauriac, un moulin à foulons que devraient faire jouer les eaux d'un ruisseau appelé de la Forge.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vouloir donner le plus tôt possible, les suites que vous jugerez convenables à la réclamation dont s'agit, afin qu'au cas où vous croiriez devoir l'accueillir, ce père de famille puisse avant la mauvaise saison faire les ouvrages nécessaires pour l'établissement de cette usine.

Veillez agréer, je vous prie, Monsieur le Préfet, l'hommage de mon profond respect.

*Le Maire de Douzillac
CHEVALIER- LAREYGNE*

Lettre du 10 septembre 1839 signée ROUX au Maire de Douzillac.

Monsieur le Maire,

Vous m'avez transmis avec votre lettre du 1^{er} de ce mois, la demande du Sr CLUSEAU, tendant à obtenir l'autorisation de construire un foulon sur le cours d'eau appelé de la Forge, de votre commune.

Je vous prie d'informer ce propriétaire que l'autorisation qu'il sollicite ne peut être accordée, s'il y lieu, que par ordonnance royale, après que la demande aura été soumise aux formalités prescrites par l'arrêté du gouvernement du 19 ventôse an 6 et l'instruction ministérielle du 19 thermidor même année. Il sera nécessaire d'abord de faire procéder à une enquête. Mrs les Ingénieurs seront ensuite appelés à faire leurs propositions sur le régime des eaux. Le travail qu'ils auront à fournir à ce sujet donnera lieu à des frais qui devront être payés par le propriétaire et qui ne s'élèveraient pas à moins de cent francs.

Je vous prie de donner connaissance de ces dispositions au Sr CLUSEAU en l'invitant à m'informer s'il persiste dans son projet.

Signé ROUX.

Historique du moulin de Mauriac

Série BIB A 1427¹⁸ des

Archives Départementales de Périgueux

Le 30 janvier 1489, Perrot JOUSSELY est délégué à Mauriac par les consuls de Périgueux avec Bertran la ROCHE, CHALAU l'obrier et Mathaly CLUSEL¹⁹, pour faire passer plusieurs navires²⁰ « que eran empechadas », les messieurs de Mauriac ne voulant pas laisser ouvrir le pas de leur moulin.

Le moulin est la propriété de la Marquise de TALLEYRAND en 1767(jusqu'au 4 août 1789, date à laquelle il sera saisi comme bien national). Il se compose de trois paires de meules à grains, une meule à huile, un moulin à foulon et une maillerie²¹ pour les étoffes, mus par 5 rouets à cuve.

Il est racheté par Pierre LACOUR²² qui le loue par bail du 26 février 1807²³ aux sieurs Gabriel et Jean AUDEBERT.

Au 19^{ème} et au 20^{ème} siècle, il y a 4 meules à grains.

Entre 1853 et 1855, la construction de la voie de chemin de fer Bordeaux-Montluçon oblige à une démolition partielle du bâtiment.

Vers 1866, le nombre de moteurs est porté à 6 : l'un des deux propriétaires, le sieur LOUBET, installe, sans autorisation, un coursier, une cuve en bois et son rouet dans le pertuis (ancien « pas de roi »).

En 1902, le moulin n'abrite plus que 5 rouets à cuve. Le premier, dans le pertuis, actionne 4 blutoirs²⁴, un aspirateur, un chasseur et un appareil de criblage. Les 4 autres mettent en mouvement chacun une paire de meules à blé ou à riz. Celui établi entre le mur ouest et le pertuis a été supprimé en 1898.

La rizerie est règlementée le 28 novembre 1897 par un décret présidentiel qui impose de libérer le pertuis en ôtant le coursier et la cuve installés indûment.

¹⁸ Il s'agit ici d'un mémoire sur « Les moulins à eau de la basse vallée de l'Isle entre Périgueux et Bénévent réalisée en 1985-1986 par Mr Laurent POUPARD.

¹⁹ Ferdinand VILLEPLET : « Un syndicat de navigation à Périgueux pour la rivière de l'Isle », bulletin de géographie historique et descriptive n° 3 année 1901, BIB AA 22 des Archives Départementales de la Dordogne

²⁰ Il s'agit en fait de deux bateaux chargés de sel menés par un nommé Timberlay.

²¹ Bien que la différence entre le foulon et la maillerie ne soit pas nettement établie, la maillerie est, selon l'Encyclopédie, le nom donné au moulin à chanvre. Au foulon, on assouplit et on dégraisse les draps et les étoffes.

²² Voir page 18

²³ Voir transcription du bail ci-après p19-21

²⁴ Tamis à farine

Cette clause n'est effectivement réalisée qu'en 1911, par l'ouverture d'un nouveau coursier sous le bâtiment.

Entre 1923 et 1926, la rizerie est rachetée par 2 associés, MM HUOT et SIMONET, qui la remplace par une scierie : une grande scie alternative « Brentat » est installée à l'extérieur sous un vaste hangar parallèle à la rivière. Elle est d'abord actionnée par les rouets qu'un moteur « Poyaud » remplace ensuite. Ils servent alors pour une raboteuse et l'outillage annexe.

En 1933 ou 1934, les nouveaux propriétaires, MM BARDOT et LAPEBIE, conservent la scierie mais font de la fabrication de meubles l'activité principale. Le bois du Gabon et le pin sont acheminés de la gare de Neuvic à l'usine par des charrettes à bœufs. Ils sont ensuite travaillés par une trentaine d'ouvriers qui réalisent des chambres à coucher, des chaises, des portes et fenêtres ou des lames de parquet ou du lambris.

Vers 1940, une union de coopératives, les Artisans du Bois, remplacent MM BARDOT et LAPEBIE. La fabrication de meubles est arrêtée et remplacée par celle de baraquements, constructions en bois, légères et démontables.

Durant la guerre, pendant deux ou trois ans, l'usine fabrique aussi des semelles en bois (galoches).

Reprise par Mr R. LAPEBIE, fils du précédent, la scierie est définitivement abandonnée en 1959 car inondable et d'un accès difficile.

Elle est rachetée à la fin des années 1960 par Mr DESBORDES qui la transforme en microcentrale. Une première turbine est mise en place en 1969-1970 et une deuxième en 1982. Ces travaux nécessitent la destruction du plancher de l'étage, enlevé sur toute la moitié ouest du bâtiment.

Le propriétaire du moulin de Mauriac est la Société d'Etudes et de Réalisations Industrielles Electriques et Commerciales, DESBORDES et SERROT, 7, place de Strasbourg, 85100 Les Sables d'Olonne.

***Vente du moulin de Mauriac
comme bien national (19/4/1794)
Série BIB A 1427 des
Archives Départementales de Périgueux***

Moulin : 3 paires de meules, 1 meule à huile et 1 foulon, 1 maison, 1 jardin et 1 chènevière²⁵, 8 journaux²⁶ de pré (dont 4 sur un îlot), 6,5 de bois et 1 de vigne.

Ancien propriétaire : de TALLEYRAND

Adjudicataire : LACOUR fils

Estimation (en livres) : 18000

Prix de vente : le 19/4/1794 : 36000 livres en assignats soit 14400 livres en numéraires.

²⁵ Chènevière : champ de chanvre (appelée aussi canebière) .

²⁶ Journal : ancienne mesure de superficie indiquant la quantité de terrain qu'un homme pouvait labourer en un jour (environ 3850 m²).

Du 26 février 1807

Bail à ferme du Moulin de Mauriac par Mr Pierre LACOUR à Gabriel et Jean AUDEBERT, frères

Reçu 48f

Par devant Arnaud REYMONDIE, notaire au chef-lieu de la commune et canton de Neuvic, arrondissement de Ribérac, département de la Dordogne, soussigné, Présents les témoins à la fin nommés, après midi, au lieu de Mauriac, commune de Douzillac, canton susdit, et dans la maison du sieur LACOUR, le vingt six février mil huit cent sept, fut présent le sieur Pierre LACOUR fils, propriétaire habitant la présente maison, lequel déclare donner à jouir à titre de bail à ferme et location pour le temps et espace de neuf années complètes, consécutives et révolues qui commenceront à courir le trente septembre prochain pour finir le même jour à la fin des dites neuf années, au sieur AUDEBERT, meunier au moulin de Seguinou, commune de Mussidan, ici présent et acceptant tant pour lui que pour Jean AUDEBERT, son frère, aussi meunier et habitant ensemble, auquel le comparant promet de faire ratifier le présent bail en tout ce qui pourra le concerner ; savoir, le moulin de Mauriac audit LACOUR appartenant, situé sur la rivière de l'Isle et sur la présente commune composé de trois meules tournantes, pressoir à huile, maillerie ou moulin à foulon, avec tous les ... (instruments ?) dudit moulin, et aussi compris dans ce bail, la maison et édifice en dépendant, une chènevière et enclos au-devant du moulin, sauf de la parie qui est en jardin en suivant une allée du midi au nord, la partie réservée sera contre la rivière, plus tous les prés des îlots et l'étendue de quatre vingt deux ares trente quatre centiares (trois journaux, ancienne mesure de Neuvic) de pré. Dans le grand pré de Mauriac, plus une pièce de pré appelée de Leytant sous le dit lieu de Mauriac ; ce bail est fait aux charges et conditions ci-après, le preneur en sera sujet à aucune imposition directe pendant la durée du bail, elle sera au contraire à la charge du propriétaire. 2°) Entretien et réparation des tournantes et travaillantes en général tant des moulin et pressoir que des foulons seront faites en commun entre le propriétaire et le fermier c'est-à-dire que ce dernier nourrira les ouvriers et le propriétaire les paiera lorsqu'ils ne seront pas nourris le salaire payé par moitié, à la charge par le propriétaire de conduire les bois sur place. 3°) Les grapettes et pivot ou ... (pinceur ?) du foulon ainsi que le pivot ou nadillier des meules du moulin seront pour entretien à charge du propriétaire. 4°) Tout le foin qui se fera sous les chevaux du fermier ou dans les barrières du moulin appartiendra au propriétaire ... par lui fournissant la litière. 5°) Il sera libre au propriétaire de faire pacager son

cheval dans les prés attachés au moulin et compris dans le bail, seulement après la récolte. 6°) ... tous les aubiers appartiendront au propriétaire, chaque année il appartiendra seulement au fermier et pendant le bail, le curage des arbres qui sont sur les parties comprises dans ce bail toujours au moins endommageable et sans pouvoir jamais endommager, couper aucun arbre ... 7°) Le propriétaire sera libre de faire des visites dans les dits moulin et bâtiments chaque fois qu'il lui plaira. 8°) La pêche du pas sera toujours commune entre le propriétaire et le fermier et pour moitié tant pour le produit que pour la dépense et la pêche ne pourra jamais être faite qu'après un avertissement verbal et respectif ; 9°) Le bateau du moulin demeurera commun pour l'usage du propriétaire et celui du fermier ; il en sera de même pour son entretien mais jamais le fermier ne pourra en disposer que pour l'usage du moulin et son utilité particulière sans le consentement exprès du propriétaire, lequel, de son côté, ne pourra jamais être empêché de s'en servir à toute heure, en tous temps et pour quelque cause que ce soit. 10°) Le propriétaire se réserve huit jours dans l'année soit consécutifs, soit distincts, en temps et saison qu'il lui plaira pour ouvrir le pas ou pour tout autre besoin, sans que le fermier puisse s'y opposer ni prétendre aucune indemnité en raison de la chaume du moulin ; les frais de dégravure (?) de la diffuse (?) seront communs et par moitié entre le propriétaire et le fermier.

Le bail est encore fait moyennant la somme de quinze cent cinquante francs chaque année plus trois sacs de froment, deux de méturre, trente kilogrammes d'huile de noix, quatre paires mâles canards, six paires de poulets, une paire de chapons et douze douzaine d'œufs payables, savoir les quinze cent cinquante francs en deux fois, le premier à échoir le jour de Noël prochain, le second le jour de la St Jean, le froment et la méturre ainsi que l'huile exigible ledit jour de Noël, les canards par tout le mois de novembre, les chapons au carnaval, les poulets et les œufs dans le courant de l'année ; tous ces derniers articles en revenu sont évalués aux fins de l'enregistrement à la somme de cent cinquante francs. Au surplus, il est convenu qu'à l'entrée du fermier, il sera fait procès-verbal de l'état des choses et contradictoirement le fermier sera tenu de ... à ses frais, expédition en bonne et due forme tant du présent bail que du procès-verbal qui sera fait, dans les mains du propriétaire ; enfin le fermier sera tenu de régir et administrer le tout en bon père de famille sans pouvoir causer aucune dégradation à peine de tous dépens, dommages et intérêts et pour majeure assurance des engagements que vient de contracter ledit HAUDEBERT tant pour lui que pour son dit frère a comparu sieur André CORNU, meunier, habitant du moulin de Sourzac, canton de Mussidan, lequel déclare se rendre ...

et caution solidaire desdits HAUDEBERT frères promettant conjointement et solidairement avec eux et ... seul pour le tout avec renonciation au bénéfice d'ordre, division et discussion de personnes et biens, ce qui ou dit entendre d'assurer sur sa tête tous les engagements desdits HAUDEBERT et d'en faire son affaire propre et personnelle, en constituant même au présent cas principal débiteur et obligé à raison de quoi ledit CORNU a soumis à l'hypothèque spéciale la somme de trois mille francs de capital d'une rente constituée de cent cinquante francs qui lui appartient sur le moulin de ... (Laborie ?) sur la commune de St Jean d'Estissac, arrondissement et bureau des hypothèques de Bergerac ; en conséquence ledit sieur LACOUR est et demeure au dit cas subrogé en lieu et place dudit CORNU par rapport à l'hypothèque que ce dernier a sur le dit moulin de Laborie ledit CORNU s'obligeant de lui représenter les titres constitutifs de la dite rente pour qu'il puisse prendre toute inscription hypothécaire ou autrement toutes les sûretés de droit ; au surplus, il soumet aussi à l'hypothèque spéciale une pièce de pré lui appartenant sur ladite commune de St Jean et lieu appelé « le pré du mas » de l'étendue de quatre vingt neuf ares trente quatre centiares confronté du levant au nommé TRUJESSAN et à GAUTIER dit « l'Espinette », du midi au sieur CHAPELOU, au couchant à un chemin et au nord au nommé LITE (?) et autres et lesdits AUDEBERT de leur côté soumettent aussi à l'hypothèque spéciale un petit corps de biens à eux appartenant situé dans les communes de Mussidan et Sourzac, arrondissement de Ribérac, consistant en maison, granges, autres édifices, à barreau, terres, prés, vignes, bois et ...

C'est à quoi les parties nous ont requis acte. Fait passer et lu en présence des sieurs François LAFARGUE, propriétaire habitant à Mussidan et de sieur Simon MANTÉ, aussi propriétaire habitant à la Caillade, commune de Sourzac, témoins à ce requis qui ont signé avec le sieur LACOUR et nous mais non lesdits HAUDEBERT et CORNU ayant individuellement déclaré ne savoir écrire ni signer de ce par nous interpellés.

*LACOUR
Simon MANTHÉ
F.LAFARGUE fils
REYMONDIE, Notaire*

Enregistrement à Mussidan, le sept mars 1807, folio 49, case 6. Reçu quarante neuf francs trente centimes de principal pour le bail, plus vingt quatre franc soixante cinq centimes pour le cautionnement et sept francs quarante centimes de ... signé : DEMONT

***Construction de l'écluse et d'une maison
éclusière à Mauriac, devis
Série S- 3S 572 des
Archives Départementales de Périgueux***

Le 6 mars 1830

*Devis estimatif pour la construction d'une écluse et de sa maison éclusière :
63000 francs*

***Influence du barrage de Mauriac sur le
moulin de la Veyssière appartenant à
T. BLEYNIE situé sur le Vern²⁷
Série S- 3S572 des
Archives Départementales de Périgueux***

Le 15 mai 1838, le Docteur Théodore BLEYNIE, habitant la commune de Douzillac demande au Préfet de la Dordogne une indemnité de 1770 francs pour les dommages subis par son moulin situé sur le Vern par suite de l'élévation du barrage de Mauriac.

Rapport de l'élève ingénieur CHAMBRELENT sur la pétition de M. BLEYNIE (7 août 1838)

La pétition de M. BLEYNIE n'est point fondée. L'année dernière, on a planté des pieux sur la crête du barrage et l'on a posé un chapeau sur les pieux pour exhausser ce barrage de 0m20 ; mais la maçonnerie qui doit être faite derrière le chapeau pour arrêter les eaux n'ayant pas été exécutée, les eaux passent au-dessous du chapeau et n'ont éprouvé jusqu'ici qu'une élévation insensible ; ce ne sera que lorsque tous les travaux seront terminés que le niveau sera élevé de 0m20. D'ailleurs le nivellement joint à la pétition prouve d'une manière incontestable que l'élévation des eaux provenant du barrage ne se fait nullement sentir au moulin de La Veyssière. Le jour où M. le Maire de Neuvic a dressé son procès-verbal, les eaux de la rivière de l'Isle étaient plus hautes de 0m50 que le jour où le nivellement a été fait, ainsi que l'a déclaré M. BLEYNIE lui-même. C'était donc à l'abondance des eaux de cette rivière et non point à l'élévation du barrage qu'était dû l'engorgement du moulin du Vern.

²⁷ Dans les documents, le ruisseau est appelé « le Vergt ».

D'après ces considérations, l'élève ingénieur soussigné pense qu'il n'y a pas eu le moindre dommage causé au moulin de la Veyssière et propose de ne point lui accorder d'indemnité.

Périgueux, le 7 août 1838

CHAMBRELENT

L'ingénieur en chef THENARD ajoute à ce rapport que M. BLEYNIE doit curer le ruisseau du Vern en aval de son moulin s'il veut désengorger et non pas baisser le barrage de Mauriac.

Extrait du registre des arrêts du Conseil de Préfecture, séance du 18 septembre 1838.

Le Conseil de Préfecture de la Dordogne, composé de MM. LAGUIONIE, de MOUREIN, VIDAL, MAGNE et LACROUSILLE

Vu la pétition du sieur Théodore BLEYNIE, Docteur en médecine, habitant de la commune de Douzillac, canton de Neuvic, ladite pétition en date du 15 mai 1838, portant demande d'une indemnité de 1770 francs pour dommages que le moulin du sus-nommé aurait éprouvés par suite de l'élévation du barrage de Mauriac, sur la rivière d'Ille,

Vu le procès-verbal dressé par M. le Maire de la commune de Neuvic, ledit procès-verbal en date du 26 avril précédent et duquel il résulterait en effet qu'il y aurait engorgement des meules dudit moulin

Vu le rapport de l'ingénieur ordinaire en date du 7 août de la même année

De ce rapport et du plan qui s'y trouve, ainsi que de l'avis de M. l'ingénieur en chef écrit au bas de ce rapport, il résulterait

- 1. Que des pieux ont été fichés dans le barrage de Mauriac, qu'un chapeau aurait été adapté à ces pieux, mais que la maçonnerie n'aurait pas encore été faite et que, partant, l'élévation des eaux serait insensible*
- 2. Que l'élévation de 20cm exécutée qu'elle fût, ne pourrait nuire au moulin du sieur BLEYNIE*
- 3. Que le mauvais état du lit du ruisseau en aval du moulin cause seul l'engorgement*

Vu la loi du 28 pluviôse an 8 et les autres lois et règlements en la matière, considérant que le chapeau fixé adapté aux pieux fichés dans le barrage de Mauriac et ce sans aucune maçonnerie, n'a pu élever les eaux d'une manière sensible

Considérant que le moulin dont s'agit se compose de 4 meules dont 2 déjà, de l'aveu du sieur BLEYNIE, avaient été établies sur un nouveau plan

Que ledit sieur BLEYNIE ne se plaint point que ces 2 meules éprouvent aucun obstacle des travaux de la navigation, que, au contraire, suivant lui, elles fonctionnent à merveille

Que, partant, il reconnaissait antérieurement à l'élévation du barrage, que son moulin fonctionnait mal et qu'il était urgent d'y faire des améliorations commandées par d'autres causes que la navigation

Arrête : la demande du sieur BLEYNIE est rejetée.

Préfecture de la Dordogne, 2^{ème} Division, à Périgueux le 28 octobre 1838,
lettre à M. l'ingénieur en chef

Vous savez que M.BLEYNIE, médecin à Douzillac, s'était pourvu devant l'administration à l'effet d'obtenir l'autorisation de changer le système régulateur du moulin à blé qu'il possède sur le ruisseau du Vergt (?) et qu'il demandait en outre que les ouvrages nécessaires pour opérer le changement fussent exécutés aux frais de l'état à raison des difficultés apportées à l'exploitation de son usine par suite de l'élévation des eaux de la rivière du barrage de l'écluse de Mauriac.

Avant de donner suite au premier chef de la demande dont il s'agit, j'ai dû soumettre le second au Conseil de Préfecture qui, par arrêté du 18 septembre dernier, en a prononcé le rejet.

J'ai l'honneur de vous envoyer copie de cet arrêté dont il a été donné connaissance, le 24 octobre, au sieur BLEYNIE, avec invitation d'informer l'administration s'il persistait dans son projet de changer le système régulateur de son moulin. Le propriétaire ne s'est pas encore expliqué à ce sujet.

Réparations au barrage de Mauriac
Série S- 3S572 des
Archives Départementales de Périgueux

Préfecture de la Dordogne, le 15 novembre 1838

Les réparations au barrage de Mauriac nécessitent l'emploi d'une terre argileuse pour les atterrissements à faire en amont de ce barrage. Cette nature de terre se trouve en grande abondance sur le coteau situé en face du barrage appartenant au sieur DAURIAC, mais ce propriétaire s'oppose à l'enlèvement de ces terres.

...

Considérant que les travaux sont d'intérêt public, il est indispensable de prendre les terres argileuses dans la propriété du sieur DAURIAC.

Une indemnité lui sera payée d'après une estimation amiable ou à dire d'experts contradictoirement nommés.

Le bac de Mauriac

« Les bacs et les bateaux sur l'Isle existent de temps immémorial ; leur origine se perd dans la nuit des siècles ; non seulement les premiers Gaulois, mais aussi les troglodytes, leurs prédécesseurs, ont dû en faire usage, sinon de bateaux, au moins de pirogues ou de radeaux.

Ce qu'on ne doit pas ignorer aujourd'hui, cependant, c'est que les bacs pour la traversée de la rivière, ont été la propriété exclusive de la féodalité, c'est-à-dire des ducs, comtes, barons, seigneurs, etc., depuis le 9^{ème} siècle jusqu'au 4 août 1789, époque où le gouvernement de la première République les en déposséda pour en faire une propriété de l'Etat en faveur du public. »²⁸

La traversée de l'Isle ne fut, pendant longtemps, possible que par des passages à gué naturels qui existaient le long de son cours. L'un de ces passages à gué était situé au niveau de Mauriac. Par la suite, au même endroit, on installa un bac pour permettre, en tous temps, la traversée de la rivière, aux personnes, aux animaux et aux diverses marchandises.

L'embarcadère de ce bac se trouvait sur la rive gauche, en amont du barrage, face au chemin qui arrive des Léonardoux, et, sur la rive droite, on débarquait au château de Mauriac.²⁹

Avant la Révolution, le bac de Mauriac appartenait au château dont le propriétaire était, à cette époque, un TALLEYRAND-PERIGORD. La terre de Mauriac fut vendue comme bien national, la commune crut pouvoir prendre possession du bac. Le Directeur de l'enregistrement et des domaines, dans un mémoire rédigé le 25 pluviôse an 10 (14 février 1802)³⁰, note : « ... la municipalité s'en empara au commencement de l'an 2 et en fit son propre revenu ... »

²⁸ Historique de la rivière de l'Isle, partie comprise entre Libourne et Périgueux, par F. JULIEN, conducteur des ponts et chaussées, 1872. REV 839 des Archives Départementales de la Dordogne.

²⁹ Source : les passages de l'Isle, bulletin municipal de Neuvic, janvier 1998, par J.J. ELIAS ;

<http://www.neuvicenperigorg.com/html:neuwichistoire3.html>

³⁰ Voir la photocopie de ce mémoire ci-après

*Effectivement, le 27 fructidor an 3 de la République, BARRONNIE, Maire de Douzillac, remet un reçu à la citoyenne Marie MASSONNEAUX de la somme de quarante quatre livres pour la ferme de l'année 1794 des bateaux de Mauriac et droits de bac, « sans y comprendre le montant des autres objets portés dans son contrat de ferme laquelle dite MASSONNEAUX demeure chargée de payer à qui de droit ».*³¹

Le 4 nivôse an 6 de la République (24 décembre 1797), la municipalité de Neuvic consent, pour cinq ans, le bail du bac de Mauriac à Elie BEAU pour la somme annuelle de 90 francs, avec deux bateaux, un grand en assez bon état et un petit en mauvais état.

*Dans sa séance du 20 frimaire an 7 (10 décembre 1798), l'administration municipale du canton de Neuvic réduit ce loyer à 45 francs par an suite à la réclamation du « fermier des bateaux » concernant le petit bateau qui est hors d'usage depuis thermidor dernier : « ... il est contraint à faire le service avec le grand bateau qui, étant très lourd et difficile à conduire, exige le secours de deux personnes et même plus lorsque les eaux deviennent un peu rigoureuses, ce qui lui occasionne des dépenses considérables ; il demande que l'administration lui fournisse un petit bateau ou que son bail soit résilié ».*³²

En l'an 9, Elie BEAU se voit réclamer par le receveur de la Régie des domaines nationaux de Mussidan la « somme exorbitante de 800 francs » que le receveur prétend être due à la nation pour arrérages du prix de sa ferme. Or le batelier possède les quittances des paiements effectués aux officiers municipaux de sa commune et à l'administration du canton, et ce, jusqu'au vingt frimaire an 7(10 décembre 1798), « époque où la nation s'empara de tous les droits de bacs de la République ».

(Quittance délivrée par duplicata : Je, soussigné, Receveur des Domaines Nationaux au Bureau de Mussidan, reconnais avoir reçu des héritiers de Martial BEAU, demeurant à Moriac, commune de Douzillac, et fermier du droit de bac de Moriac en vertu de l'acte du 22 juin 1788, retenu par LAREYGNE, notaire, fait pour neuf années à raison de 84 livres chacune, la somme de 168 livres pour deux années échues le 22 juin dernier du prix de la ferme dudit droit de bac que feu Martial BEAU tenait à ce titre des héritiers des TALLEYRAND, émigrés, en vertu du susdit contrat.

Fait à Mussidan, le 28 septembre 1793

La présente quittance délivrée par duplicata

³¹ Voir document ci-après

³² Voir document ci-après

A Mussidan le 22 fructidor an huitième de la République.)

Le 14 nivôse an 10, le Directeur de l'enregistrement et des domaines, dans une lettre au sous-préfet de Ribérac, accuse le fermier d'avoir « tout laissé dépérir » et met en cause la commune pour ne pas avoir « obligé le citoyen BEAU à la réparation des bateaux ... Un fait constant, c'est que les bateaux du passage de Mauriac sont détruits ».

Dans son mémoire du 25 pluviôse an 10, déjà cité, le même directeur de l'enregistrement et des domaines écrit au Préfet : « Que cette affaire est simple ! Sans droit, sans qualité, les officiers municipaux de Douzillac se sont mis en possession du bac de Mauriac ; d'après eux, la municipalité du canton de Neuvic a retenu cette usurpation, on a perçu les revenus, laissé dépérir les bateaux, et, quand la Nation veut rentrer dans ses droits, que trouve-t-elle ? Les bateaux hors de service, le port perdu et l'on ne lui offre pas la restitution de ce que l'on a reçu !

Moi, citoyen Préfet, je demande que les officiers municipaux soient personnellement tenus comme responsables, en leur propre et privé nom, de rendre compte de la perception qu'ils ont indûment faite des prix de ferme et de passage de Mauriac, de communiquer au soutien les baux par eux consentis et les procès-verbaux qu'ils ont du faire rapporter de l'état des bateaux, soit au moment de leur usurpation, soit aux différents changements de fermier, sans préjudice des indemnités et dommages et intérêts que la République aura à répercuter »

Qu'est-il advenu de cette polémique ? Je n'ai retrouvé aucun document sur la suite donnée à cette affaire, ni dans les archives de la commune, ni aux Archives Départementales.

Le premier janvier 1814, le Maire de la commune de Douzillac, accompagné de Jean DESPLAT et de Jean PENAUD, charpentiers, se transporte sur le port du passage de Mauriac et y rencontrent Hilaire CAIGNARD³³ et Gabriel AUDEBERT³⁴, « ancien et nouveau fermiers du passage afin de procéder à

³³ Le bac de Mauriac avait été affermé par adjudication à Hilaire CAIGNARD, pour les années 1811, 1812, 1813, le 4 novembre 1810 moyennant le prix annuel de 200 francs. Hilaire CAIGNARD se verra, en 1814, redevable envers le Trésor de la somme de 1312 francs consistant en la moins-value entre l'estimation des bateaux dressée le 1/1/1811 et celle de 562 francs du 1/1/1814 et l'arrivée au bac de Mauriac d'un bateau évalué à 600 francs provenant du passage supprimé du « Chalard ». (Décision du sous-préfet de Ribérac du 26/8/1818).

³⁴ Gabriel AUDEBERT, meunier du moulin de Mauriac, s'est rendu, en 1813, fermier du port et du bac de Mauriac (Série S-3S333 des Archives Départementales de la Dordogne).

l'estimation des bacs et bateaux, agrès et ustensiles servant audit passage et qui consistent, savoir :

- *Un grand bateau ou gabarre de 10m72 de longueur, de 2m924 de largeur au centre et de 2m59 de largeur aux extrémités sur 731mm de hauteur d'abordage, garni de 2 perches ferrées dont 1 à croc, d'une pelle à baqueter l'eau, d'une chaîne de 3m573 de longueur pesant 8kg706, lequel bateau nous avons estimé avec ses agrès à la somme de 300 francs.*
- *Un petit bateau passe-cheval de 6m822 de longueur sur 1m786 de largeur aux extrémités et 427mm de hauteur d'abordage avec une chaîne seulement de 3m248 de longueur pesant 7kg832, avec un vieux cadenas et 3 avirons dont 2 hors de service, lequel bateau nous avons estimé avec ses agrès et une vis avec son écrou, rattachés au service du passage, à la somme de 262 francs.*

Ensuite de quoi, nous avons toisé les deux emplacements du port, nous avons trouvé que celui de gauche avait 35m83mm d'une borne à l'autre en suivant la ligne circulaire que borne l'eau de la rivière sur ce point et 37m32mm en suivant la ligne droite, à partir du milieu du port jusqu'à l'extrémité de l'angle qui forme l'alignement des deux fossés qui bordent cet emplacement et qui se termine dans le chemin du port ; et que celui de droite avait 25m340mm de longueur, c'est-à-dire, en longeant le cours de la rivière, sur 5m840mm, seulement, même en y comprenant le terrain qui est au pied du monticule sur lequel se trouve assise la maison du batelier et qui forme une élévation considérable, ce qui nous fait remarquer qu'il serait indispensable de faire déblayer ce terrain pour faciliter la circulation des voitures qui ne peut qu'être extrêmement gênée sur ce point, pour ne pas dire impossible, au moins dans les grandes eaux puisque nous l'ont confirmé les bateliers tant ancien que nouveau. Nous avons observé de plus, d'après leur demande, que cet emplacement se trouvait presque entièrement couvert, lors des hautes eaux, il serait d'une égale nécessité de construire un petit encaissement dans le bas de ce port pour faciliter l'embarquement et le débarquement vis-à-vis de la route qui y conduit, chose qui, sans cela, est, il ne peut plus, dangereuse. »

Fait à Douzillac, les jour, mois que dessus

*PENAUD, DESPLAT
BLEYNIE, Maire*

En 1817, un procès-verbal descriptif et estimatif indique que le grand bateau est avarié et submergé depuis plus d'un an, la majeure partie des bois étant

pourrie. Des travaux doivent être effectués au port pour faciliter l'écoulement dans la rivière, l'hiver, des boues provoquées par des éboulements de terre.

Un autre « état estimatif et descriptif des bacs, bateaux, agrès et ustensiles et autres objets » est à nouveau dressé le 24 décembre 1831 pour être remis au fermier entrant en jouissance le 1^{er} janvier 1832³⁵.

En 1843, le fermier du bac de Mauriac est Auguste POUGET (adjudication du 15/8/1843)

Délibération du Conseil Municipal de Douzillac du 12 juillet 1857 : le conseil rejette la proposition du Conseil Municipal de Neuvic tendant à déplacer le bac de Mauriac à la station du Salembre :

« La suppression du bac de Mauriac, si elle se réalisait, nuirait considérablement aux relations commerciales. La différence de parcours en plus, à laquelle ils seraient astreints, empêcherait assurément les gens de Douzillac ainsi que leurs voisins, de fréquenter les marchés de Villamblard et de Grignols. Huit propriétaires du village de Mauriac : les sieurs Jean CLUZEAU, Jean SEYRAC, Mme DAURIAC, Mme LOUBET, Antoine LESCURE, Génivier LOUAZY, François LAUTRETTE et Pierre LAUTRETTE possèdent diverses parcelles de prés et terres labourables sises sur la rive gauche, d'une étendue considérable. Le bac de Mauriac existant, ils n'ont, pour ainsi dire, que quelques pas à faire pour y arriver ; si le passage était changé comme on le propose, ils s'en verraient séparés par quatre kilomètres au moins, ce qui leur causerait un dommage inappréciable.

Le meunier de Mauriac, dont le moulin dépend de la commune de Douzillac, compte quarante cinq pratiques dans plusieurs villages des communes de Neuvic et de Sourzac situés à une courte distance du bac de Mauriac. Sans ce bac, il ne lui serait plus possible de servir ces pratiques.

Mr Théodore BLEYNIE, docteur en médecine à Douzillac, est propriétaire de trois métairies sises à Magnon et aux Vivants, en ladite commune de Neuvic. Mr CHEVALIER-FONPEYRE, autre habitant de Douzillac en possède une aux Janetoux, même commune de Neuvic. Pour le transport de la part des récoltes due aux maîtres comme pour les rapports habituels entre eux et leurs métayers, le bac de Mauriac, d'après la situation des lieux, est d'une indispensable nécessité. Mr ROUCHON, propriétaire à Ganfard, commune de Sourzac, et

³⁵ Voir document ci-après

possédant une métairie située aux Grands-Thonis, commune de Douzillac, Le sieur François CHAPELOU, demeurant à Douzillac et propriétaire d'un corps de biens sis à Clamissac, commune de Vallereuil, et Mr SAVY, demeurant aussi à Douzillac et propriétaire d'une métairie sise à St Jean d'Estissac, sont, au sujet du bac de Mauriac, dans une position identique. ...

Le chemin de fer de Coutras à Périgueux n'a peut-être pas doté la commune de Neuvic de tous les avantages auxquels elle s'attendait. Si elle cherche un dédommagement dans l'établissement d'un nouveau bac, pour mettre son chef-lieu plus directement à portée de la station, elle ne peut l'obtenir au préjudice de la commune de Douzillac dont le clocher est situé à trois kilomètres de cette station et qui, elle non plus, n'a rien gagné à l'établissement de la voie ferrée.

Signé au registre : LESCURE, BRISON, DUPONTEIL, BOYER, H de MONTARDY, RIBOULET, DESSAGNES, DUPONTEIL, BAGOUET, T. BLEYNIE, DUPONTEIL, SAVY et LAREYGNÉ, Maire.

Le 24 juillet 1857, à Ribérac, se réunissent les membres de la commission d'enquête nommés par le Préfet, sous la présidence de Mr SAVY, et composée des maires des communes de Neuvic, St Germain du Salembre, Chantérac, Douzillac, Sourzac, St Vincent de Connezac, Vallereuil, St Jean d'Ataux, Jaures, pour émettre leur avis sur le fait de savoir si le bac de Mauriac, établi sur la rive droite de la rivière, doit être transporté sur la rive gauche, en face du passage à niveau et situé en amont de la station du chemin de fer Grand-Central dans le vallon du Salembre.

Considérant que l'établissement d'un bac à Mauriac remonte aux temps les plus reculés, et que, si l'administration, malgré l'abolition de la féodalité et des droits seigneuriaux, en a constamment consacré le maintien, c'est qu'elle a reconnu indispensable pour le service des propriétés situées, à ce point, sur la rive droite comme sur la rive gauche de la rivière, changer ce point, le transférer au droit de la station du pont du Salembre, ce serait, tout en froissant de longues et respectables habitudes, anéantir, pour ainsi dire, les relations commerciales des habitants de plusieurs communes, plus ou moins voisines du bac de Mauriac ; ce serait rendre presque impossible les opérations diverses de l'agriculture dont l'économie de temps est l'un de ses principaux éléments aussi indépendamment des nombreuses réclamations individuelles qui se sont produites contre le projet d'un pareil changement. Sur onze conseils municipaux appelés à émettre un avis à cet égard, dix ont-ils opiné pour le maintien du bac de Mauriac ; un seul, celui de la commune de St Germain, a voté contre. La

position topographique de cette commune pourrait seule l'excuser. Au surplus, sur l'observation de l'un de ses membres la composant, la commission a pensé que les conseils municipaux des communes de Beauronne, St André et St Etienne de Puycorbier, toutes exerçant par le bac de Mauriac leurs relations commerciales avec Villamblard... auraient du être appelées à donner leur avis et assurément à meilleur droit que ceux des communes de Manzac, Faure et Grignols qui, à raison du pont de Neuvic, sont sans intérêt au déplacement du bac de Mauriac.

...

Sans doute, il est vrai que par la délibération du 15 août dernier, le conseil municipal de la commune de Neuvic, considérant que ses habitants s'alimentent en grande partie de bois et bruyères sur la rive droite de l'Isle, a demandé le transfert du bac de Mauriac au dessus le village de la Veyssièrre, en face de la station du pont du Salembre, mais il est vrai et très vrai aussi que, par délibération postérieure du 5 courant, ce même conseil, protestant hautement contre le choix fait du pont du Salembre pour l'établissement d'une station qui, d'après lui et le bon sens, aurait du militer en faveur du pont de Neuvic et de Planèze, et, convaincu que tôt ou tard, la compagnie de chemin de fer aura à démolir la station actuellement en pleine activité pour, à beaux deniers comptant, en édifier une nouvelle au lieu si vivement désiré, a mis lui-même la demande à néant, en confessant assez naïvement, mais littéralement, que le lieu que primitivement il indiquait pour l'emplacement d'un bac, loin de rapprocher Neuvic de la station, l'en éloignerait peut-être, que le pont de Neuvic, cela est bien vrai, offrant en tous temps un passage sûr et commode, ne pourrait jamais être remplacé par un bac, et, serrant carrément le cordon de sa bourse, ne veut, dit-il, en quoi que ce soit, contribuer aux frais de l'exécution de son projet primitif.

...

Le 17 octobre 1858, dans une délibération du Conseil Municipal, se range aux propositions des ingénieurs pour la fixation de l'étendue du port du bac de Mauriac à 500 mètres (?) de chaque côté du point où s'opère sa traversée.

Le 10 décembre 1858, le sieur François TEYSSANDIER, charpentier de marine, demeurant à la Filolie, commune de St Laurent des Hommes, se rend adjudicataire des droits de passage du bac de Mauriac pour les années 1850 à 1864, pour une redevance annuelle de 120 francs. (Elie CLUSEAU, fermier du bac jusqu'à cette date n'avait proposé que 85 francs). L'adjudication inclut le droit d'habitation de la maison du passeur appartenant à l'Etat.

Le 17 avril 1873, le sieur Jean COSTE transmet son bail du bac de Mauriac à Elie COSTE, son père (redevance annuelle : 135 francs). Jean COSTE est aussi garde éclusier et garde pêche à la passe de Mauriac.

Les tarifs perçus pour l'utilisation du bac de Mauriac sont arrêtés par le gouvernement et sont très précis, selon que l'on emprunte le bac, le passe-cheval ou le batelet, avec ou sans marchandise, avec ou sans animal.³⁶

En 1878, personne ne s'étant présenté pour enchérir à l'adjudication du bac de Mauriac, le Préfet demande à la commune de Douzillac d'exploiter ce bac à ses frais. La commune demande le maintien du bac mais ne peut l'exploiter à ses frais, ses ressources ne le permettant pas. Le Conseil Municipal remarque aussi qu'avant la canalisation de la rivière, il existait un passage à gué, et que c'est l'Etat qui a supprimé ce passage. C'est donc à lui que revient la charge d'assurer le passage du bac en veillant au bon entretien du matériel nécessaire. Le sieur COSTE est disposé à poursuivre le service du bac mais demande qu'un arrêté préfectoral l'exonère de tout impôt et patente. Le Directeur des contributions indirectes trouvant ces conditions inadmissibles émet l'avis que le passage de Mauriac doit être supprimé.

Par décision du 9 février 1880 du Ministre des Travaux Publics, le bac de Mauriac est effectivement supprimé.

Le 26 août 1882, l'ingénieur ordinaire des voies navigables effectue le récolement du matériel du bac de Mauriac :

- *1 grand bac*
- *1 batelet*
- *1 aviron ferré*
- *1 gaffe*
- *1 cadenas*

³⁶ Voir tarif pour 1855 arrêté le 25/11/1854 ci-après.

Pêcheurie d'anguilles à Mauriac

Des années 1860 à 1890, une pêcheurie d'anguilles existait en aval du pertuis du moulin de Mauriac. En atteste la lettre³⁷ du Maire de Douzillac, Max BLEYNIÉ, datée du 6 juin 1890 et adressée au Préfet, concernant le maintien de cette pêcheurie réclamé par le propriétaire du moulin, Mr BEAUVAIS.

La lettre précise que cet engin ne servait que « trois ou quatre fois par an, au moment où les anguilles opèrent leur descente vers la mer, aux premières crues d'automne, et à la condition que ces crues ne soient pas trop rapides ».

³⁷ Voir ci-après photocopie de la lettre

Fonds de concours des usiniers dans les dépenses d'entretien des barrages et pertuis de la navigation(3 S 606 AD Dordogne)

Mauriac : 21/5/1853. Contribution à la charge de l'usinier : 20% ; M. LESPINASSE est le propriétaire actuel de l'usine de Mauriac.

Juillet 1913, le propriétaire de l'usine est toujours LESPINASSE, domicilié à Bergerac. Travaux de réparations du barrage : 217 francs ; part contributive du propriétaire : 43 francs 40.

1890 : Propriétaire des moulins et usines : Mauriac : Vve CONSTANTIN à Mauriac, Douzillac

31 mars 1847 : Moulin de Mauriac : 4 meules à farine, 1 huilerie, Prix de la ferme ou revenu : 900 francs. Ce moulin est maintenant régi par son propriétaire, on a indiqué ci-contre le prix du dernier bail.

Lettre de LOUBET au Préfet 1843 : dans 1 projet rédigé par l'ingénieur en chef Thenard, la part contributive des usiniers de l'Isle dans les dépenses d'entretien des barrages serait à concurrence de 30%.

« ... je ne reconnais à personne le droit de me faire intervenir pour une somme quelconque à l'entretien d'un objet que je crois ma propriété et dans ce cas, si mon moulin ne peut marcher par la suite de la nécessité où il y aurait de faire des réparations, je verrais ce qu'il y aurait à faire comme si la navigation se trouvait interrompue par suite de semblables réparations qu'il y aurait à effectuer, je ne m'y opposerais pas mais mon intention n'est nullement d'intervenir pour quelque somme que ce soit. Pour CONSTANTIN, mon beau-père, signé LOUBET. »

Usine de Mauriac
Propriétaire Paul LESPINASSE
Série S- 3 S622 des
Archives Départementales de Périgueux

Lettre de Paul LESPINASSE, grains et farines à Bergerac, du 3 décembre 1896 à l'ingénieur des Ponts et Chaussées à Périgueux.

« J'ai l'honneur de vous informer que je suis devenu acquéreur du moulin de Mauriac près Neuvic (Dordogne).

N'ayant aucun papier ou document me donnant la réglementation de cette usine, et M. SOUBZMAIGNE, votre collègue de Bergerac, m'ayant dit que vous ne feriez aucune difficulté pour me la fournir, je prends la liberté de vous écrire pour vous prier de m'adresser cette réglementation.

En même temps, je vous serais obligé de me faire connaître quelle est la chute, le débit d'eau et la force motrice.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ingénieur, l'assurance de ma parfaite considération.

LESPINASSE »

Réponse du 29 décembre 1896 :

« ... il résulte des renseignements puisés dans les archives de mon service :

- 1. Que votre usine n'a jamais été règlementée*
- 2. Qu'elle n'aurait pas l'existence légale, car les documents les plus anciens font remonter son existence au-delà de 1767 sans prouver, toutefois, qu'elle est antérieure à l'édit de Moulins de 1566, ce qu'il faudrait établir pour lui accorder une existence légale.*

En 1767, elle appartenait à Mme la Marquise de TALLEYRAND et se composait de cinq coursiers alimentant cinq rouets à cuve. Jusqu'au moment de la construction du chemin de fer de Périgueux à Bordeaux, pendant laquelle une partie du moulin, sur la rive droite fut démolie, l'usine ne subit aucun changement. Vers 1866, son propriétaire d'alors, M. LOUBET, installa sans

autorisation, dans le pertuis, ancien pas de roi affecté à la navigation, un rouet avec coursier en bois. Cette installation étant irrégulière, l'administration fait toutes réserves sur ses droits.

Du reste, l'administration supérieure ayant prescrit la réglementation de toutes les usines de la rivière de l'Isle, celle de Mauriac sera soumise à cette formalité et l'instruction pourra avoir prochainement pour conséquence de l'astreindre au paiement d'une redevance au profit du Trésor, indépendamment de la contribution de 20% à la charge de l'usinier dans les dépenses d'entretien et de grosses réparations des barrages et pertuis conformément au décret du 21 mai 1853.

Voici, en outre, les renseignements que je puis vous fournir, relatifs à la chute, au débit et à la force motrice de votre usine :

La chute, différence entre les niveaux légaux des biefs d'amont et d'aval, est de 1m69 environ. Le débit de la rivière peut être fixé approximativement à 6 mètres cube par seconde. Votre usine ne peut user de cette force motrice qu'autant que le service de la navigation est assuré.

Quant à la force effective des rouets en usage dans l'usine de Mauriac, on ne peut guère obtenir un rendement supérieur à 20% de la force brute, c'est-à-dire que cette puissance ne dépasse guère 27 chevaux vapeur effectivement utilisables.

... »